

# L'Enarchie contre la République

Posté le : 7 février 2017 16:55 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Attitudes, Histoire économique récente, hyperfiscalité, Economie et politique

Depuis des lustres nous luttons contre cette déviation française que nous appelons l'Enarchie Compassionnelle.

Nous considérons que la capture du politique par la haute administration a introduit un biais anti démocratique qui est à l'origine de l'extension sans fin de la sphère publique, de la dépense publique, de l'impôt et de la dette. Pour éviter que cela ne continue ainsi, nous avons proposé de tout temps deux mesures radicales :

- l'interdiction d'être élu dans une assemblée qui fixe votre rémunération et conditions d'emploi.
- l'interdiction de recevoir deux rémunérations de l'Etat.

L'Enarchie a vu sa domination aggravée par son emprise sur la sphère bancaire. Les médias sont devenus directement la proie de l'Etat, avec une expansion sans fin de son champ (voir la création de la télé France-info juste au moment de la campagne présidentielle avec des journalistes intégralement marqués à gauche. Les médias restant sont devenus la proie des banques, donc, indirectement, des hauts fonctionnaires. Le CSA est présidé par un ami de promotion à l'ENA du Président de la République. Du coup l'Enarchie s'est instituée en système de tutelle pratiquement complet. La pensée, l'investissement, le revenu et le patrimoine des Français sont entièrement contrôlés par la Haute Administration française.

Cela nous a valu depuis Giscard, une suite ininterrompue de premiers ministres et de président provenant de l'ENA. Chacun a la liste en tête. N'y revenons pas.

La novation tout à fait extraordinaire que révèle l'affaire Fillon, est la cristallisation de l'inquiétude de l'Enarchie devant la défiance populaire et sa volonté de maintenir son pouvoir coûte que coûte au mépris de tout respect démocratique. L'Enarchie montre soudain et explicitement un caractère factieux.

Cette conclusion s'impose inexorablement quand on analyse l'origine, la nature et le sens de l'attaque politique menée contre François Fillon.

Il n'y a plus guère de doute sur l'origine de l'opération. On se souvient qu'au début du quinquennat de M. Hollande, un certain nombre d'attaques ad hominem avaient été préparées dans le bureau même de M. Hollande. Un article de Franz Olivier Giesbert avait été très explicite sur cette dérive jamais vue. Jusque là, le pouvoir laissait jouer des officines et ne se mêlait pas de piloter en direct des attaques personnelles. A cette époque le conseiller du Président était M. Macron. On a vu avec l'affaire Jouyet, déjà montée contre Fillon, que l'habitude était invétérée. L'Enarque Jouyet a accepté de mentir sur ordre de l'Enarque Hollande, déjà pour casser politiquement Fillon.

L'information sur les rémunérations versées par les députés, dans le cadre d'une procédure légale de financement de leur action politique, est entièrement connue du Trésor qui sait tout depuis l'origine de la loi qui l'a instituée. Par convention tacite cette information est considérée comme confidentielle, afin d'assurer la séparation des pouvoirs. La politique coûte cher. Le Parlement a des droits et ses membres disposent de mécanismes pour couvrir leurs frais de représentation et d'action

politique. L'exécutif, normalement, n'a pas à interférer dans le travail du législatif. Les députés et les sénateurs ont la liberté d'employer comme ils le jugent bon les budgets alloués. Sauf acte pénal phénoménal, la Justice, toujours au nom de la séparation des pouvoirs ne cherche pas à connaître de l'action politique des parlementaires.

Seul le Président de la République pouvait couvrir le viol de cette règle républicaine. La règle elle-même est plutôt normale. Rappelons le, l'action politique a un coût. En revanche si tous les députés sont menacés de divulgation de leur mode d'organisation par les hauts fonctionnaires politisés du Trésor, la République en prend un coup. L'équipe Hollande-Macron a violé une règle importante et a forcé la collaboration de l'administration des finances et notamment celle d'agents du Trésor.

L'Enarque François Hollande a donc monté avec l'Enarque Emmanuel Macron, et son ami et collègue de promotion l'Enarque Gaspard Gantzer un dossier constitutif du viol du secret parlementaire de facto imposé par la séparation des pouvoirs, à partir des informations fournies par l'Enarque Thomas Cazenave en liaison avec les hauts fonctionnaires du Trésor. Le Mardi 9 Janvier, Gaspard GANTZER a remis le dossier au Canard Enchaîné. Un certain nombre de journalistes ont été mis dans la confidence ainsi que des juges socialistes nommés par Mme Taubira au Parquet financier. Pour donner plus d'importance au dossier, le Canard Enchaîné avait été envoyé préalablement sur la piste de la propriété de François Fillon afin d'accréditer l'image d'un satrape richissime vivant au château. Des journalistes de France Inter avaient été pareillement sollicités pour monter un relais avilissant autour de cette information. C'est ainsi qu'on entendit une "humoriste" belge expliquer que "la révolution n'avait pas assez tué" et qu'il restait encore des Ci-devants à raccourcir. Une énorme campagne de presse a été enclenchée par ailleurs, tous azimuts.

Cette campagne ne sert que la candidature d'Emmanuel Macron, qui, dans l'affaire, avilit son action. En marche, d'accord, mais pas de cette sinieuse façon. Nous avons toujours pensé que la candidature Macron était préparée depuis longtemps par F. Hollande, avec deux débouchés possibles : rabattre les centristes vers Hollande s'il pouvait tenter sa candidature ou permettre aux Hollandais de conserver le pouvoir via la candidature Macron dans le cas contraire.

Il n'y a donc aucune interrogation sur la source de l'opération, son bénéficiaire et ses acteurs.

Il n'y en a guère plus sur la nature de l'opération qui a été menée.

L'équipe Fillon a jugé qu'il s'agissait d'un coup d'Etat. Le mot est fort. Mais il n'est pas totalement inadapté. Violier le principe de séparation des pouvoirs, d'autonomie et de responsabilités des parlementaires peut être légitimement considéré comme une atteinte aux principes de la République. C'est l'équivalent d'un pronunciamiento militaire, version civile. La forfaiture des fonctionnaires du Trésor qui ont accepté de jouer le jeu de la transmission d'informations confidentielles est du même ordre que celle de colonels félons mettant leur troupe à la disposition d'une junte. L'énormité des relais dans les banques liées au pouvoir et aux journaux sous dépendance bancaire directe, démontre que cette opération a été conçue d'entrée de jeu comme une mobilisation de toute la haute fonction publique et de ses affidés dépendants. De même qu'on avait vu toute une presse relayer les injures initiées dans le bureau de François Hollande contre Bernard Arnaud puis Depardieu, les mêmes ont remis le couvert puissance 100. L'immensité des ramifications du coup, son caractère totalement contraire à la démocratie, s'agissant d'empêcher le déroulement normal d'une élection présidentielle, et le dévoiement d'une partie importante du saint des saints de la haute fonction publique, font de cette attaque un acte d'une gravité extrême de nature de porter un coup très dur au pays et à son caractère démocratique.

Maintenant qu'on sait qui a conçu ce coup et quelle est sa nature, il devient facile d'analyser les objectifs sous-jacents de l'opération.

L'Enarchie compassionnelle était en danger. L'effondrement national qui a vu la France sombrer dans à peu près tous les domaines a conduit à l'élimination des Enarques des partis à chaque fois que le peuple a pu s'exprimer. A droite, Copé et Juppé ont été sèchement renvoyés à l'automne. Le choix de Hamon marque la fin de la primauté énarquienne au PS. Il est intéressant de noter que dans les deux camps, ce sont des attachés parlementaires sortis du rang avec des diplômes modestes (droit pour Fillon, Histoire pour Hamon). qui l'ont emporté. L'Enarque Huchon a été éliminée lors des régionales à Paris.

Le mouvement anti élite est largement la conséquence du mépris et du ressentiment nourris par les Français vis-à-vis des privilèges de la fonction publique et de son élargissement sans limite, sa morgue, ses dettes et sa fiscalité. Les pertes qu'ont dû rembourser les contribuables touchent tous les secteurs publics et la banque. L'Enarchie a pillé l'usager et le contribuable au-delà de toute raison.

La candidature de François Fillon représentait un danger mortel pour l'Enarchie : convergence obligée des systèmes sociaux avec le système général, réduction massive des missions publiques, sabrage des effectifs de fonctionnaires et surtout, affront innommable, l'annonce qu'on toucherait à l'organisation des corps de l'Etat, inutilement nombreux et fractionnés.

François Fillon n'est pas devenu l'homme à abattre principalement pour des raisons politiques ordinaires, mais parce qu'il annonçait la fin du régime anormal de capture de la démocratie française par les hauts fonctionnaires devenus féroces ponctionnaires.

Le "coup" tenté par Hollande et Macron, est toute proportion gardée, de même nature que celui qui a frappé Erdogan en Turquie. Les militaires turcs n'ont pas accepté de voir leur domination définitivement enterrée. Les hauts fonctionnaires français n'acceptent pas de perdre le pouvoir politique en France.

S'ils réussissent, c'est la mort définitive de la France comme pays libre, démocratique et créatif qui s'annonce. L'étranglement fiscal du pays continuera pour faire vivre quelque temps le monstre bureaucratique français et les privilèges extravagants des fonctionnaires. On verra une fuite hors de France de toute la bourgeoisie créative qui le peut et le développement incontrôlable du chômage que les hauts fonctionnaires tenteront d'inactiver politiquement par des lâchers d'argent indécents.

Le programme d'Emmanuel Macron correspond très exactement aux objectifs du "golpe". Avec lui l'énarchie restera au pouvoir. Aucune réforme des différentes bureaucratie n'aura lieu. Le champ de l'Etat ne sera pas réduit. Il faudra simplement sauver les apparences.

Le pacte passé avec la Banque et de très grandes fortunes (voir la position d'un Cicurel, qui préfère un arrangement fiscal dans le silence des cabinets et pas de réformes qui troublent l'ambiance) veut que Macron fasse les quelques réformes nécessaires pour éliminer ce qui pénalise les très gros intérêts transnationaux. On se financera sur les retraités, sur le capital immobilier et sur le vol de l'assurance vie. Ce qui s'annonce pour les classes moyennes et supérieures, pour les retraités, pour les propriétaires immobiliers, est catastrophique. Crève le pays pourvu que la haute fonction publique reste intouchée et alliée avec le grand capital international source de reclassements ultimes fructueux.

On ne saurait trop conseiller à François Fillon de résister et de tout mettre en œuvre pour parer le coup sans fioritures et bien le comprendre pour en dénoncer la vraie nature auprès des électeurs.

Il a commencé à réagir hier. Il devrait aller plus loin et assumer :

- que la politique a un coût et que les moyens légaux mis à disposition sont de la seule responsabilité des parlementaires.
- que la séparation des pouvoirs est indispensable.

- qu'une forfaiture a été commise par des fonctionnaires du Trésor dont la responsabilité sera recherchée.
- que François Hollande a une fois de plus montré son goût pour la transgression mais que c'est désormais la démocratie qu'il transgresse
- que Macron est l'agent de la réaction des énarques politiques en voie d'élimination du jeu démocratique
- que sa mission est de permettre la restauration de l'énarchie et que son programme est de faire payer cette ignominie anti démocratique par les retraités et par les propriétaires immobiliers.
- que le résultat sera la mort de la France en tant que pays libre et indépendant.

Au-delà de sa personne, c'est la démocratie qui est en cause. Il en est devenue le défenseur, volens nolens. La "youpi démagogie" de Macron qui lui fait crier comme un cabri Vive l'Europe, Vive les régions, Vive les indépendantistes corses, bretons, ou basques, Vive les musulmans et le muticulturalisme, Vive l'émiettement parlementaire, Vive la proportionnelle, Vive tout, est un piège électoral grossier.

Il n'y a pas d'avenir pour la France avec Macron et l'Enarchie compassionnelle restaurée au pouvoir. De même que le général de Gaulle a eu raison de mettre fin au pronunciamiento militaire de Salan, Challe, Zeller et Jouhaux, il faut que le Peuple Français mette fin au coup de force réactionnaire de l'Enarchie.

Mais qui aurait cru la haute fonction publique politisée du côté socialiste capable d'un pronunciamiento ? Et avec des moyens aussi détournés et sordides ? Et qui aurait cru qu'autant de journalistes, dans autant de media, ne soient plus que des aboyeurs heureux de leur laisse et frétilant dans l'ignominie au service des petits maîtres qui les nourrissent ?

Il y a bien un suicide français.

**PS : quelques articles évoquant l'Enarchie Compassionnelle**

[Le dernier livre de l'IFRAP : "Ce que doit faire le \(prochain\) président"](#) (25 janvier 2017 13:46)

[Faut-il supprimer l'ENA ?](#) (3 septembre 2016 15:35)

[Michel Rocard : l'enterrement d'une illusion](#) (12 juillet 2016 10:58)

[J. Peyrelevade : un éclair déchire le ciel bleu de l'Enarchie](#) (10 mai 2016 11:08)

[France 1974-2015 : les leçons d'un désastre.](#) (2 mai 2016 10:51)

[Retour sur le chômage structurel en France](#) (2 avril 2016 12:24)

[Economie, primaires de la droite et élections présidentielles](#) (29 mars 2016 11:47)

[Deux mots à Bruno Lemaire](#) (4 mars 2016 12:59)

[L'inaction : une maladie française ?](#) (26 février 2016 09:26)

[La France, entre blocage et utopies.](#) (3 février 2016 19:19)

[Deux illusions tenaces](#) (1 novembre 2015 18:39)

[En relisant les mémoires de J. Chirac](#) (5 août 2015 17:05)

[L'étrange malédiction de Valéry Giscard d'Estaing](#) (30 mai 2015 09:54)

[Xavier Fontanet : « Pourquoi pas nous ? »](#) (23 septembre 2014 13:49)

[Economie Française : le palmarès des incapables](#) (18 juillet 2008 16:32)